

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 07 JUIL. 2010

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
106, rue Pierre Corneille
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Véronique CHAPPUIS
☎ : 04 72 61 64 54
✉ : veronique.chappuis@rhone.gouv.fr

**ARRETE
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 514-1 et L 514-2 ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société FERINOX dans son établissement situé zone industrielle portuaire de Loire/St Romain à SAINT-ROMAIN-EN-GAL ;

VU le rapport du 11 juin 2010 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société FERINOX exploite sur son site une pompe à gasoil qui n'a jamais été déclarée et qui relève de la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que cette activité est en situation administrative irrégulière au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT de surcroît que l'exploitant a omis de déclarer plusieurs changements d'exploitation survenus sur son site tels que la suppression du gardiennage et le remplacement de la haie vive par un bardage de 5m de haut ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant qu'il dépose un dossier de modification afin de régulariser la situation administrative de ses activités ;

CONSIDERANT par ailleurs que lors de cette même visite, l'inspecteur des installations classées a constaté :

- l'absence de système d'obturation automatique pour le réseau d'eaux pluviales ;
- l'absence de réalisation d'analyse des rejets d'eaux pluviales ;

.../...

CONSIDERANT de ce qui précède que la société FERINOX ne respecte pas les prescriptions du point 4.1.2 de l'article 2 et de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996 modifié susvisé ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les mesures nécessaires afin de respecter les prescriptions du point 4.1.2 de l'article 2 et de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996 modifié susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions des articles L 514-1 et L 514-2 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société FERINOX, zone industrielle portuaire de Loire/St Romain à SAINT-ROMAIN-EN-GAL, est mise en demeure de :

- respecter les dispositions du point 4.1.2 de l'article 2 et de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 18 mars 1996 modifié susvisé dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;

- en vue de régulariser la situation administrative de ses activités, déposer à la direction départementale de la protection des populations (Service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement - préfecture du Rhône), dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de modification constitué conformément aux dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-ROMAIN-EN-GAL,
- à l'exploitant.

Lyon, le 07 JUL 2010
Le Préfet,

Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER